

**RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:**

**Bid Receiving - PWGSC / Réception des
soumissions - TPSGC**
11 Laurier St./ 11, rue Laurier
Place du Portage, Phase III
Core 0A1 / Noyau 0A1
Gatineau, Québec K1A 0S5
Bid Fax: (819) 997-9776

**REQUEST FOR PROPOSAL
DEMANDE DE PROPOSITION**

**Proposal To: Public Works and Government
Services Canada**

We hereby offer to sell to Her Majesty the Queen in right of Canada, in accordance with the terms and conditions set out herein, referred to herein or attached hereto, the goods, services, and construction listed herein and on any attached sheets at the price(s) set out therefor.

**Proposition aux: Travaux Publics et Services
Gouvernementaux Canada**

Nous offrons par la présente de vendre à Sa Majesté la Reine du chef du Canada, aux conditions énoncées ou incluses par référence dans la présente et aux annexes ci-jointes, les biens, services et construction énumérés ici sur toute feuille ci-annexée, au(x) prix indiqué(s).

Comments - Commentaires

Title - Sujet COMBINAISON DE PROTECTION	
Solicitation No. - N° de l'invitation W8486-140518/A	Date 2014-05-07
Client Reference No. - N° de référence du client W8486-140518	
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$PR-714-65080	
File No. - N° de dossier pr714.W8486-140518	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2014-06-25	Time Zone Fuseau horaire Eastern Daylight Saving Time EDT
F.O.B. - F.A.B. Specified Herein - Précisé dans les présentes Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input type="checkbox"/> Other-Autre: <input checked="" type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Sinka, William	Buyer Id - Id de l'acheteur pr714
Telephone No. - N° de téléphone (819) 956-3511 ()	FAX No. - N° de FAX () -
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: Specified Herein Précisé dans les présentes	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Vendor/Firm Name and Address

**Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur**

Issuing Office - Bureau de distribution

Clothing and Textiles Division / Division des vêtements et
des textiles
11 Laurier St./ 11, rue Laurier
6A2, Place du Portage
Gatineau, Québec K1A 0S5

Delivery Required - Livraison exigée See Herein	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie) Signature Date	

TABLE DES MATIÈRES

PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1. EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ
2. ÉNONCÉ DES BESOINS
3. COMPTE RENDU
4. ACCORDS COMMERCIAUX

PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

1. INSTRUCTIONS, CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES
2. PRÉSENTATION DES SOUMISSIONS
3. DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS - EN PÉRIODE DE SOUMISSION
4. LOIS APPLICABLES
5. SPÉCIFICATIONS ET NORMES

PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

1. INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

1. PROCÉDURE D'ÉVALUATION
2. MÉTHODE DE SÉLECTION
3. GARANTIE FINANCIÈRE CONTRACTUELLE
4. DÉFINITION DE DÉPÔT DE GARANTIE

PARTIE 5 - ATTESTATIONS

1. ATTESTATIONS PRÉALABLES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT ET ATTESTATIONS EXIGÉES AVEC LA SOUMISSION

PARTIE 6 - CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

1. EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ
2. ÉNONCÉ DES BESOIN
3. CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES
4. DURÉE DU CONTRAT
5. RESPONSABLES
6. PAIEMENT
7. INSTRUCTIONS POUR LA FACTURATION
8. ATTESTATIONS
9. LOIS APPLICABLES
10. ORDRE DE PRIORITÉ DES DOCUMENTS
11. CONTRAT DE DÉFENSE
12. CLAUSES DU GUIDE DES CCUA
13. FOURNITURE DE TOUS LES MATÉRIAUX PAR L'ENTREPRENEUR
14. PROCÉDURES POUR MODIFICATION/ALTÉRATION DE CONCEPTION
15. FERMETURE DE L'USINE
16. EMPLACEMENT DE L'USINE
17. LIVRAISON EXCÉDENTAIRE
18. PLAN QUALITÉ
19. ÉCHANTILLON DE PRÉ-PRODUCTION
20. EXIGENCE RELATIVE À LA PRODUCTION
21. ÉCHANTILLON DE PRODUCTION
22. GARANTIE

Solicitation No. - N° de l'invitation

W8486-140518/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

pr714

Client Ref. No. - N° de réf. du client

File No. - N° du dossier

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

W8486-140518

pr714W8486-140518

- 23. ÉTIQUETAGE
- 24. CONDITIONNEMENT
- 25. SPÉCIFICATIONS ET NORMES
- 26. GARANTIE FINANCIÈRE

LISTE DES ANNEXES

ANNEXE A - ÉNONCÉ DES BESOINS

ANNEXE B - SPÉCIFICATION TECHNIQUES

ANNEXE C - PROGRAMME DE CONTRATS FÉDÉRAUX POUR L'ÉQUITÉ EN MATIÈRE D'EMPLOI -
ATTESTATION

PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1. EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ

Cette demande de soumissions ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.

2. ÉNONCÉ DES BESOINS

Le “besoin” est décrit en détail sous l'annexe A et B des clauses du contrat éventuel.

3. COMPTE RENDU

Les soumissionnaires peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande de soumissions. Les soumissionnaires devraient en faire la demande à l'autorité contractante dans les 15 jours ouvrables, suivant la réception des résultats du processus de demande de soumissions. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

4. ACCORDS COMMERCIAUX

Ce besoin est assujéti aux dispositions de l'Accord sur le commerce intérieur (ACI).

PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

1. INSTRUCTIONS, CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES

Toutes les clauses et conditions identifiées dans la demande de soumissions par un numéro, une date et un titre, sont reproduites dans le guide des *Clauses et conditions uniformises d'achat* (<http://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les soumissionnaires qui présentent une soumission s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la demande de soumissions, et acceptent les clauses et les conditions du contrat subséquent.

Le document 2003 (2014/03/01) Instructions uniformisées - biens ou services - besoins concurrentiels, est incorporé par renvoi dans la demande de soumissions et en fait partie intégrante.

Le paragraphe 5.4 du document 2003, Instructions uniformisées - biens ou services - besoins concurrentiels, est modifié comme suit:

Supprimer: soixante (60) jours

Insérer: cent vingt (120) jours civils

2. PRÉSENTATION DES SOUMISSIONS

Les soumissions doivent être présentées uniquement au Module de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués à la page 1 de la demande de soumissions.

3. DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS - EN PÉRIODE DE SOUMISSION

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit à l'autorité contractante au moins sept (7) jours civils avant la date de clôture des soumissions. Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les soumissionnaires devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la demande de soumissions auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui

ont un caractère exclusif doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander au soumissionnaire de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les soumissionnaires. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permet pas de les diffuser à tous les soumissionnaires.

4. LOIS APPLICABLES

Tout contrat subséquent sera interprété et régi selon les lois en vigueur en Ontario, et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les soumissionnaires peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de son choix, sans que la validité de leur soumission ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou le territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les soumissionnaires acceptent les lois applicables indiquées.

5. SPÉCIFICATIONS ET NORMES

5.1 Spécifications et normes militaires des États-Unis

Le soumissionnaire a la responsabilité de se procurer des exemplaires de toutes les spécifications et normes militaires des États-Unis qui peuvent s'appliquer au besoin. On peut obtenir ces documents commercialement, ou en visitant le site Web du département de la Défense des États-Unis, à l'adresse suivante : <http://dodssp.daps.dla.mil/>.

5.2 Office des normes générales du Canada (ONGC) - normes

Un exemplaire des normes de l'ONGC, dont il est question dans la demande de soumissions, est disponible et peut être acheté auprès du :

Office des normes générales du Canada
Place du Portage III, 6B1
11, rue Laurier
Gatineau (Québec)
Téléphone: (819) 956-0425 ou 1-800-665-CGSB (Canada seulement)
Télécopieur : (819) 956-5740
Courriel : ncr.cgsb-ongc@tpsgc-pwgsc.gc.ca
Site Web de l'ONGC: <http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ongc-cgsb/index-fra.html>

PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

1. INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

Le Canada demande que les soumissionnaires fournissent leur soumission en sections distinctes, comme suit :

Section I : Soumission technique (3 copies papier)
Section II : Soumission financière (1 copie papier)
Section III : Attestations (1 copie papier)
Section IV : Renseignements supplémentaires (1 copie papier)

Les prix doivent figurer dans la soumission financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de la soumission.

Le Canada demande que les soumissionnaires suivent les instructions de présentation décrites ci-après pour préparer leur soumission.

- a) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm);
- b) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la demande de soumissions.

En avril 2006, le Canada a approuvé une politique exigeant que les agences et ministères fédéraux prennent les mesures nécessaires pour incorporer les facteurs environnementaux dans le processus d'approvisionnement

Politique

d'achats écologiques

<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.html> . Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, les soumissionnaires devraient :

- 1) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm) contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable et contenant au moins 30 % de matières recyclées; et
 - 2) utiliser un format qui respecte l'environnement : impression noir et blanc, recto-verso/à double face, broché ou agrafé, sans reliure Cerlox, reliure à attaches ni reliure à anneaux.
 - 3) Initiatives vertes (pour l'information de TPSGC seulement)
- Les soumissionnaires sont demandés de soumettre les détails de leurs politiques et de leurs pratiques concernant les sujets suivants:

- fabrication plus respectueuse de l'environnement;
- traitement des déchets plus respectueux de l'environnement;
- réduction des déchets industriels;
- emballage;
- stratégies de réutilisation;
- recyclage.

Section I : Soumission technique

Dans leur soumission technique, les soumissionnaires devraient expliquer et démontrer comment ils entendent répondre aux exigences et comment ils réaliseront les travaux (référence à l'échantillon préalable à l'adjudication, Partie 4, Procédures d'évaluation, 1.1.1 Critères techniques obligatoires).

Section II : Soumission financière

Les soumissionnaires doivent présenter leur soumission financière en conformité avec la base de paiement. Le montant total des taxes applicables doit être indiqué séparément.

1.1 Fluctuation du taux de change

C3011T

2013/11/06

Fluctuation du taux de change

Section III: Attestations

Les soumissionnaires doivent présenter les attestations exigées à la Partie 5.

- (a) Le soumissionnaire doit fournir une copie signée du programme de garantie (Annex B, section 8) précisant qu'il est en accord avec les exigences.

PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

1. **PROCÉDURES D'ÉVALUATION**

(a) Les soumissions reçues seront évaluées par rapport à l'ensemble des exigences de la demande de soumissions, incluant les critères d'évaluation techniques et financiers.

(b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les soumissions.

(c) L'équipe d'évaluation devra d'abord déterminer si deux (2) soumissions ou plus sont accompagnées d'une attestation valide de contenu canadien. Si c'est le cas, seulement les soumissions accompagnées d'une attestation valide seront évaluées selon le processus d'évaluation, sinon toutes les soumissions reçues seront évaluées. Si des soumissions accompagnées d'une attestation valide sont déclarées non recevables, ou sont retirées, et qu'il reste moins de deux soumissions recevables accompagnées d'une attestation valide, l'équipe poursuivra l'évaluation des soumissions accompagnées d'une attestation valide. Si toutes les soumissions accompagnées d'une attestation valide sont déclarées non recevables, ou sont retirées, alors toutes les autres soumissions reçues seront évaluées.

1.1 **ÉVALUATION TECHNIQUE**

1.1.1 **CRITÈRES TECHNIQUES OBLIGATOIRES**

ÉCHANTILLON PRÉALABLE À L'ADJUDICATION ET DOCUMENTS À L'APPUI

Aux fins de l'évaluation technique, pour déterminer la capacité du soumissionnaire à respecter les exigences techniques, les articles suivants doivent être inclus avec la soumission.

1) un (1) échantillon préalable à l'adjudication de l'article Combinaison de protection contre les éléments et d'abandon du navire (Annexe B, section 9 exigences préalable à l'attribution du contrat)

du (a) Écart admissible : Le tissu utilisé pour la confection de l'échantillon de combinaison avant attribution contrat uniquement n'a pas à être de couleur orangé international.

(b) Le soumissionnaire doit fournir une copie signée du programme de garantie (Annexe B, section 8) précisant qu'il est en accord avec les exigences.

la (c) Le soumissionnaire doit fournir une ébauche du plan détaillé de production, d'essais et d'assurance de qualité.

Le soumissionnaire doit veiller à ce que l'échantillon préalable à l'adjudication soit fabriqué conformément aux exigences techniques et soit pleinement représentatif de la soumission. Le rejet de tout échantillon préalable à l'adjudication rendra la soumission non recevable.

Le soumissionnaire doit livrer l'échantillon préalable à l'adjudication, une copie signée du programme de garantie précisant qu'il est en accord avec les exigences, *et* une ébauche du plan détaillé de production, d'essais et d'assurance de la qualité exigés et sans frais pour le Canada et doit veiller à ce qu'ils soient reçus avec la soumission à la date et au lieu de clôture des soumissions. Le fait de ne pas présenter l'échantillon préalable à l'adjudication, copie signée du programme de garantie précisant qu'il est en accord avec les exigences *et* une ébauche du plan détaillé de production, d'essais et d'assurance de la qualité exigés dans le délai prescrit rendra la soumission non-recevable. L'échantillon fourni par le soumissionnaire demeure la propriété du Canada.

L'échantillon préalable à l'adjudication sera évalué en fonction de leur qualité de fabrication et de leur conformité aux dimensions et aux matériaux prescrits. Le tissu utilisé pour la confection de l'échantillon de combinaison avant attribution du contrat uniquement n'a pas à être de couleur orangé international.

L'exigence d'un échantillon préalable à l'adjudication, copie signée du programme de garantie précisant qu'il est en accord avec les exigences, **et** ébauche du plan détaillé de production, d'essais et d'assurance de la qualité ne libérera pas le soumissionnaire retenu de l'obligation de présenter les échantillons **et** les résultats d'essai **et** les certificats de conformité exigés aux termes du contrat ou de se conformer rigoureusement aux exigences techniques de la présente demande de propositions et de tout contrat subséquent.

1.1.4 PLAN QUALITÉ - DEMANDE

Le soumissionnaire doit fournir un plan qualité avec la soumission. Le plan qualité doit être dans le même format que celui qui sera utilisé après l'attribution du contrat.

Le plan qualité peut faire référence à d'autres documents. Lorsque les documents auxquels il fait renvoi n'existent pas déjà, mais sont exigés par le plan, ce dernier doit les identifier ainsi que : quand, comment et par qui ils seront développés et approuvés. Les documents mis en référence au plan qualité doivent être disponibles à la demande de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada ou du ministère de la Défense nationale.

1.2 ÉVALUATION FINANCIÈRE

1.2.1 CRITÈRES FINANCIERS OBLIGATOIRES

- a. Le soumissionnaire doit proposer des prix unitaires fermes en dollars canadiens, excluant les taxes applicables, DDP (Montréal et Edmonton) Incoterms 2000, frais de transport inclus, droits de douane et taxes d'accise compris.
- b. Le soumissionnaire doit proposer des prix unitaires fermes pour tous les articles et toutes les destinations, y compris les articles faisant l'objet d'options. On demande au soumissionnaire de proposer des prix unitaires fermes à un maximum de deux points décimaux.

1.2.2 CLAUSES DU GUIDE DES CCUA

A9033T 2012/07/16 Capacité financière

2. MÉTHODE DE SÉLECTION

Une soumission doit satisfaire à toutes les exigences de l'invitation à soumissionner et doit rencontrer tous les critères d'évaluation techniques et financiers obligatoires pour être jugée recevable.

La soumission recevable avec le prix global évalué le plus bas sera recommandée pour l'attribution d'un contrat (un seul contrat). Les soumissions seront évaluées selon les quantités fermes pour tous les articles et toutes les destinations, et 100 % des quantités optionnelles.

3. GARANTIE FINANCIÈRE CONTRACTUELLE

1. Si la présente soumission est acceptée, le soumissionnaire pourrait être tenu de fournir, après la date de clôture de la soumission et dans les 10 jours civils suivant une demande écrite de l'autorité contractante:
 - a) un dépôt de garantie tel qu'il est défini à la clause "Définition de dépôt de garantie" représentant jusqu'à 10 p. 100 du prix contractuel.
2. Les dépôts de garantie sous forme d'obligations garanties par le gouvernement qui comprennent des coupons seront acceptés seulement si tous les coupons non échus, lorsque le dépôt est fourni, sont attachés aux obligations. L'entrepreneur doit fournir des instructions écrites concernant le traitement des coupons qui viendront à échéance pendant que les obligations sont retenues à titre de garantie, lorsque ces coupons excèdent les exigences du dépôt de sécurité.

3. Si le Canada ne reçoit pas la garantie financière exigée dans le délai prescrit, le Canada pourra, à sa discrétion, accepter une autre offre, émettre une nouvelle demande de soumissions, attribuer un contrat ou rejeter toutes les offres.

4. DÉFINITION DE DÉPÔT DE GARANTIE

1. «dépôt de garantie» désigne

- a) une lettre de change payable à l'ordre du Receveur général du Canada et certifiée par une institution financière agréée ou tirée par une telle institution sur elle-même; ou
- b) une obligation garantie par le gouvernement; ou
- c) une lettre de crédit de soutien irrévocable, ou
- d) toute autre garantie jugée acceptable par l'autorité contractante et approuvée par le Conseil du Trésor;

2. «institution financière agréée» désigne

- a) toute société ou institution qui est membre de l'Association canadienne des paiements;
- b) une société qui accepte des dépôts qui sont garantis par la Société d'assurance-dépôts du Canada ou la Régie de l'assurance-dépôts du Québec jusqu'au maximum permis par la loi;
- c) une caisse de crédit au sens du paragraphe 137(6) de la *Loi de l'impôt sur le revenu*;
- d) une société qui accepte du public des dépôts dont le remboursement est garanti par une province canadienne ou territoire; ou
- e) la Société canadienne des postes.

3. «obligation garantie par le gouvernement» désigne une obligation du gouvernement du Canada ou une obligation dont le principal et l'intérêt sont garantis inconditionnellement par le gouvernement du Canada et qui est

- a) payable au porteur;
- b) accompagnée d'un acte de transfert au Receveur général du Canada, dûment signée et établi en conformité avec le Règlement sur les obligations intérieures du Canada;
- c) enregistrée au nom du Receveur général du Canada.

4. «lettre de crédit de soutien irrévocable»

- a) désigne tout accord quel qu'en soit le nom ou la description, en fonction duquel une institution financière («l'émetteur») agissant conformément aux instructions ou aux demandes d'un client (le «demandeur»), ou en son nom,
 - i) versera un paiement au Canada, en tant que bénéficiaire;
 - ii) acceptera et paiera les lettres de change émises par le Canada;
 - iii) autorise une autre institution financière à effectuer un tel paiement ou à accepter et à payer de telles lettres de change; ou
 - iv) autorise une autre institution financière à négocier, à la suite d'une demande écrite de paiement, à condition que les modalités de la lettre de crédit soient respectées.
- b) doit préciser la somme nominale qui peut être retirée;
- c) doit préciser sa date d'expiration;
- d) doit prévoir le paiement à vue au Receveur général du Canada à partir de la lettre de change de l'institution financière sur présentation d'une demande écrite de paiement signée par le représentant ministériel autorisé identifié dans la lettre de crédit par son titre;
- e) doit prévoir que plus d'une demande écrite de paiement puisse être présentée à condition que la somme de ces demandes ne dépasse par la valeur nominale de la lettre de crédit;
- f) doit prévoir son assujettissement aux Règles et usances uniformes relatives aux crédits documentaires de la Chambre de commerce internationale (CCI), révision de 2007, publication de la CCI no. 600. En vertu des Règles et usances uniformes relatives aux crédits documentaires de la CCI, un crédit est irrévocable même s'il n'y a pas d'indication à cet effet; et

- g) doit être émise (émetteur) ou confirmée (confirmateur), dans l'une ou l'autre des langues officielles, par une institution financière qui est membre de l'Association canadienne des paiements et qui est sur le papier en-tête de l'émetteur ou du confirmateur. La mise en page est laissée à la discrétion de l'émetteur ou du confirmateur.

PARTIE 5 - ATTESTATIONS

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations et les renseignements connexes exigés pour qu'un contrat leur soit attribué.

Les attestations que les soumissionnaires remettent au Canada, peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par le Canada. Le Canada déclarera une soumission non recevable, ou à un manquement de la part de l'entrepreneur, à l'une de ses obligations prévues au contrat, s'il est établi qu'une attestation du soumissionnaire est fausse, sciemment ou non, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions ou pendant la durée du contrat.

L'autorité contractante aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations du soumissionnaire. À défaut de répondre et de coopérer à toute demande ou exigence imposée par l'autorité contractante, la soumission peut être déclarée non recevable, ou constituer un manquement aux termes du contrat.

1. ATTESTATIONS PRÉALABLES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT ET ATTESTATIONS EXIGÉES AVEC LA SOUMISSION

1.1 ATTESTATIONS PRÉALABLES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT

1.1.1 DISPOSITIONS RELATIVES À L'INTÉGRITÉ - RENSEIGNEMENTS CONNEXES

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que le soumissionnaire et ses affiliés respectent les dispositions stipulées à l'article 01 Dispositions relatives à l'intégrité - soumission des instructions uniformisées 2003. Les renseignements connexes, tel que requis aux dispositions relatives à l'intégrité, assisteront le Canada à confirmer que les attestations sont véridiques.

1.1.2 PROGRAMME DE CONTRATS FÉDÉRAUX POUR L'ÉQUITÉ EN MATIÈRE D'EMPLOI - ATTESTATION DE SOUMISSION

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que le soumissionnaire, et tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, n'est pas nommé dans la liste des « soumissionnaires admissibilit limitée » (<http://www.rhdcc.gc.ca/fra/travail/index.shtml>) du Programme de contrats fédéraux (PCF) pour l'équité en matière d'emploi disponible sur le site Web de de contrats fédéraux (PCF) pour l'équité en matière d'emploi disponible sur le site Web d'Emploi et Développement social Canada (EDSC) - Travail.

Le Canada aura le droit de déclarer une soumission non recevable si le soumissionnaire, ou tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, figure dans la liste des « soumissionnaires admissibilit limitée » du PCF au moment de l'attribution du contrat.

Le Canada aura aussi le droit de résilier le contrat pour manquement si l'entrepreneur, ou tout membre de la coentreprise si l'entrepreneur est une coentreprise, figure dans la liste des « soumissionnaires admissibilit limitée » du PCF pendant la durée du contrat, lorsque la valeur du contrat est de 1 000 000\$ et plus, taxes applicables incluses.

Le soumissionnaire doit fournir à l'autorité contractante l'annexe Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Attestation remplie avant l'attribution du contrat. Si le soumissionnaire est une coentreprise, il doit fournir à l'autorité contractante l'annexe Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Attestation remplie pour chaque membre de la coentreprise.

1.2 ATTESTATIONS EXIGÉES AVEC LA SOUMISSION

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations suivantes dûment remplies avec leur soumission.

1.2.1 ATTESTATION DU CONTENU CANADIEN

1.2.1.1 CLAUSES DU GUIDE DES CCUA

A3050T

2010/01/11

Définition du contenu canadien

RÈGLE D'ORIGINE - TEXTILES

En ce qui concerne la clause Attestation du contenu canadien, l'article faisant l'objet de la présente demande de soumissions sera considéré comme étant d'origine canadienne s'il répond à la définition suivante:

TEXTILES - RÈGLE D'ORIGINE MODIFIÉE: «Les textiles et articles textiles classés dans le Système harmonisé (chapitres 50 à 60 inclusivement) qui sont tissés, tricotés ou produits selon un autre mode de fabrication au Canada à partir de fils ou de fibres, et qui sont ensuite traités au Canada (teinture, apprêtage, enduction ou autre processus), seront considérés comme des textiles d'origine canadienne. Les tissus 100 p. 100 coton ou mélange de polyester et coton qui sont teints ou apprêtés au Canada seront considérés comme des tissus d'origine canadienne.»

RÈGLE D'ORIGINE - VÊTEMENTS

En ce qui concerne la clause Attestation du contenu canadien, les vêtements sont réputés être de fabrication canadienne selon la règle d'origine suivante de l'Accord de libre-échange nord-américain:

Les vêtements visés par les chapitres 61 et 62 du Système harmonisé qui sont taillés (ou façonnés) et cousus au Canada sont considérés comme des marchandises canadiennes.

ATTESTATION DU CONTENU CANADIEN

Cet achat est conditionnellement limité aux produits canadiens.

Sous réserve des procédures d'évaluation contenues dans la demande de soumissions, les soumissionnaires reconnaissent que seulement les soumissions accompagnées d'une attestation à l'effet que le ou les produits offerts sont des produits canadiens, tel qu'il est défini dans la clause A3050T, peuvent être considérées.

Le défaut de fournir cette attestation remplie avec la soumission aura pour conséquence que le ou les produits offerts seront traités comme des produits non-canadiens.

Les soumissionnaires doivent clairement indiquer ci-bas quels articles répondent à la définition d'un produit canadien et remplir l'attestation ci-dessous.

Article 001 Oui _____ Non _____

Article 002 Oui _____ Non _____

Le soumissionnaire atteste que :

() l'article ou les articles offerts et identifiés comme produits canadiens sont des produits canadiens tel qu'il est défini au paragraphe 1 de la clause A3050T.

EMPLACEMENT DE L'USINE

Les articles seront fabriqués à : _____

1.2.2 GARANTIE

Le soumissionnaire doit fournir une copie signée du programme de garantie (Annexe B, section 8) précisant qu'il est en accord avec les exigences.

1.2.3 Lieu d'origine des travaux

Les soumissionnaires doivent indiquer le nom du ou des pays où chaque vêtement est taillé (ou façonné) et cousu pour chaque ligne d'article, que ce soit pour des travaux à exécuter par le soumissionnaire ou par l'un de ses sous-traitant(s).

Les renseignements suivants doivent être indiqués pour chaque emplacement où les biens seront taillés (ou façonnés) ou cousus :

Numéro de la ligne d'article _____

Pays : _____

(Les soumissionnaires doivent ajouter des lignes s'il y a plus d'un fabricant ou d'un pays par article.)

Les soumissionnaires doivent immédiatement aviser le Canada par écrit de toute modification ayant des répercussions sur les renseignements fournis conformément à cette clause pendant toute la période de validité de la soumission.

PARTIE 6 - CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT**1. EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ**

Ce contrat ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.

2. ÉNONCÉ DES BESOINS

L'entrepreneur doit fournir les articles décrits sous au besoin à l'annexe A et B.

3. CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES

Toutes les clauses et conditions identifiées dans le contrat par un numéro, une date et un titre, sont reproduites dans le guide des *Clauses et conditions uniformisées d'achat*

(<http://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

3.1 Conditions générales

2010A (2014/03/01), Conditions générales - biens (complexité moyenne) s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

4. DURÉE DU CONTRAT**4.1 Date de livraison Période du contrat****Livraison (Souhaitable) - Quantité ferme**

Toutes les quantités fermes de biens livrables sont demandées pour au plus tard le 1 mars 2015.

Livraison - Quantité ferme - Livraisons échelonnées

La première livraison doit être faite dans un délai de _____ jours civils à partir de la date de l'avis d'approbation de l'échantillon de pré-production. La quantité livrée doit être de _____ unités. Le reste doit être livré au rythme de _____ unités par semaine, après la première livraison jusqu'à pleine exécution du contrat.

Livraison - Quantité optionnelle

La livraison de la quantité optionnelle débutera dans les _____ jours civils suivant la date de la modification du contrat *et* de la livraison finale de la quantité du contrat. La quantité livrée doit être de _____ unités. Le reste doit être expédié au rythme de _____ unités par semaine, après la première livraison jusqu'à pleine exécution de la quantité optionnelle.

4.1.1 Livraison - Rendez-vous

L'entrepreneur devra livrer les biens aux dépôts d'approvisionnement des Forces canadiennes (FC) sur rendez-vous seulement. L'entrepreneur ou son transporteur devra prendre rendez-vous en communiquant avec la section du mouvement du dépôt destinataire (voir la liste ci-après). Le destinataire peut refuser des livraisons faites sans rendez-vous préalable.

- a) 7 Dépôt d'approvisionnement des FC, Parc Lancaster
Edmonton (Alberta)
780- 973-4011, poste 4524
- b) 25 Dépôt d'approvisionnement des FC, Montréal
Montréal (Québec)
514-252-2777, poste 2363

4.1.2 Préparation de la livraison

L'entrepreneur doit préparer les articles numéros 1 et 2 pour la livraison conformément à la dernière version de la spécification relative à l'emballage des Forces canadiennes D-LM-008-036/SF-000, Exigences du MDN en matière d'emballage commercial du fabricant.

4.1.3 Expéditions en vrac

Pour les expéditions en vrac, les boîtes doivent être expédiées sur des palettes de 40po sur 48po, emballées sous pellicule rétrécissable ou l'équivalent, d'une hauteur maximale de 42po.

4.1.4 Instruction d'expédition - livraison à destination

1. Les biens doivent être expédiés au point de destination précisé dans le contrat et livrés :

- a) rendu droits acquittés (DDP) Montréal et Edmonton selon les Incoterms 2000 pour les expéditions en provenance d'un entrepreneur commercial.

4.2 Clauses du guide des CCUA

- D5510C 2012/07/16 Autorité de l'assurance de la qualité (MDN) - entrepreneur établi au Canada
- D5515C 2010/01/11 Autorité de l'assurance de la qualité (MDN) - entrepreneur établi à l'étranger et aux États-Unis
- D5540C 2010/08/16 ISO 9001:2008 - Systèmes de management de la qualité - Exigences (CAQ Q)
- D5604C 2008/12/12 Documents de sortie (MDN) - entrepreneur établi à l'étranger
- D5605C 2010/01/11 Documents de sortie (MDN) - entrepreneur établi aux États-Unis
- D5606C 2012/07/16 Documents de sortie (MDN) - entrepreneur établi au Canada
- D6010C 2007/11/30 Palettisation

5. RESPONSABLES

5.1 **Autorité contractante**

L'autorité contractante pour le contrat est:

William Sinka
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Direction générale des approvisionnements
Direction des produits commerciaux et de consommation (DPCC)
Division des vêtements et textiles
6A2, Place du Portage, Phase III,
11, rue Laurier
Gatineau (Québec) K1A 0S5
Téléphone : 819-956-3511 Télécopieur : 819-956-5454
Courriel : william.sinka@tpsgc-pwgsc.gc.ca

L'autorité contractante est responsable de la gestion du contrat, et toute modification doit être autorisée, par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur ne doit pas effectuer de travaux dépassant la portée du contrat ou des travaux qui n'y sont pas prévus suite à des demandes ou des instructions verbales ou écrites de toute personne autre que l'autorité contractante.

5.2 **Responsable technique**

Le responsable technique pour le présent contrat est :

Responsable technique - (Ministère de la Défense nationale)

Adresse postale/d'expédition :

Ministère de la Défense nationale
101, promenade Colonel By
Ottawa (Ontario)
K1A 0K2

À l'attention de : DAPES _____ (à être communiqué au moment de l'attribution du contrat)

Le responsable technique représente le ministère ou organisme pour lequel les travaux sont exécutés dans le cadre du contrat. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat. On peut discuter des questions techniques avec le responsable technique; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser les changements à apporter à l'énoncé des travaux. Ces changements peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification au contrat émise par l'autorité contractante.

5.3 **Représentants de l'entrepreneur**

Personne avec qui communiquer :

Renseignements généraux

Nom : _____

N° de téléphone : _____

N° de télécopieur : _____

Courriel : _____

Suivi de la livraison

Nom : _____

N° de téléphone : _____

N° de télécopieur : _____

Courriel : _____

6. PAIEMENT**6.1 Base de paiement - prix unitaires fermes**

À condition de remplir de façon satisfaisante toutes ses obligations en vertu du contrat, l'entrepreneur sera payé un prix unitaire ferme précisé dans l'annexe A, selon un montant total de (le montant à être insérer au moment de l'attribution du contrat) \$. Les droits de douane sont inclus et les taxes applicables sont en sus.

Le Canada ne paiera pas l'entrepreneur pour tout changement à la conception, toute modification ou interprétation des travaux, à moins que ces changements à la conception, ces modifications ou ces interprétations n'aient été approuvés par écrit par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.

6.2 Clauses du guide des CCUA

H1001C 2008/05/12 Paiements multiples

7. INSTRUCTIONS POUR LA FACTURATION

1. L'entrepreneur doit soumettre ses factures conformément à l'article intitulé "Présentation des factures" des conditions générales. Les factures ne doivent pas être soumises avant que tous les travaux identifiés sur la facture soient complétés.

2. Les demandes doivent être distribuées comme suit:

a) Un (1) exemplaire doit être envoyé à l'adresse suivante :

Quartier général de la Défense nationale

Édifice Mgén George R. Pearkes

101, promenade Colonel By

Ottawa (Ontario) K1A 0K2

À l'attention de : DAAT _____

Courriel: _____ (à être insérer au moment de l'attribution du contrat)

b) Un (1) exemplaire doit être envoyé à l'autorité contractante identifiée sous l'article intitulé "Responsables" du contrat.

c) L'original et un (1) exemplaire doivent être envoyés au consignataire pour attestation et paiement.

7.1 Documents de sortie - distribution

1. L'entrepreneur doit remplir les documents de sortie dans un format électronique en vigueur et les distribuer comme suit :

a) Une (1) copie envoyée par la poste au destinataire avec la mention : « À l'attention de l'agent de réception »;

b) Deux (2) copies avec l'envoi au destinataire, dans une enveloppe imperméable à l'eau;

c) Une (1) copie à l'autorité contractante;

d) Une (1) copie au Quartier général de la Défense nationale
Édifice Mgén George R. Pearkes

101, promenade Colonel By
Ottawa (Ontario) K1A OK2

À l'attention de : _____

Courriel: _____ (à être insérer au moment de l'attribution
du contrat)

- e) Une (1) copie au représentant de l'assurance de la qualité;
- f) Une (1) copie à l'entrepreneur; et
- g) Pour les entrepreneurs non-canadiens, une (1) copie au

DAQ/Administration des contrats
Quartier général de la Défense nationale
Édifice Mgén George R. Pearkes
101, promenade Colonel By
Ottawa (Ontario) K1A OK2
Courriel : ContractAdmin.DQA@forces.gc.ca

8. ATTESTATIONS

8.1 Conformité

Le respect continu des attestations fournies par l'entrepreneur avec sa soumission ainsi que la coopération constante quant aux renseignements connexes sont des conditions du contrat. Les attestations pourront faire l'objet de vérifications par le Canada pendant toute la durée du contrat. En cas de manquement à toute déclaration de la part de l'entrepreneur ou à fournir les renseignements connexes, ou encore si on constate que les attestations qu'il a fournies avec sa soumission comprennent de fausses déclarations, faites sciemment ou non, le Canada aura le droit de résilier le contrat pour manquement conformément aux dispositions du contrat en la matière.

8.2 Clauses du guide des CCUA

A3060C 2008/05/12 Attestation du contenu canadien

8.3 Lieu d'origine des travaux

Les soumissionnaires doivent indiquer le nom du ou des pays où chaque vêtement est taillé (ou façonné) et cousu pour chaque ligne d'article, que ce soit pour des travaux à exécuter par le soumissionnaire ou par l'un de ses sous-traitant(s).

Les renseignements suivants doivent être indiqués pour chaque emplacement où les biens seront taillés (ou façonnés) ou cousus :

Numéro de la ligne d'article _____

Pays : _____

(Les soumissionnaires doivent ajouter des lignes s'il y a plus d'un fabricant ou d'un pays par article.)

Les soumissionnaires doivent immédiatement aviser le Canada par écrit de toute modification ayant des répercussions sur les renseignements fournis conformément à cette clause pendant toute la période de validité de la soumission.

9. LOIS APPLICABLES

Le contrat doit être interprété et régi selon les lois en vigueur en Ontario, et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

10. ORDRE DE PRIORITÉ DES DOCUMENTS

En cas d'incompatibilité entre les textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur ladite liste.

- a. les articles de la convention;
- b. les conditions générales 2010A (2014/03/01), Conditions générales - biens (complexité moyenne);
- c. Énoncé des Besoin à l'annexe A et B;
- d. Spécification(s);
- e. Annexe C, Programme de contrats fédéraux en matière d'équité d'emploi - Attestation (s'il y a lieu);
- f. La soumission de l'entrepreneur en date du _____.

11. CONTRAT DE DÉFENSE

Clause du guide des CCUA A9006C (2012/07/16), Contrat de défense

12. CLAUSES DU GUIDE DES CCUA

C2800C 2013/01/28 Cote de priorité

C2801C 2011/05/16 Cote de priorité - entrepreneurs établis au Canada

13. FOURNITURE DE TOUS LES MATÉRIAUX PAR L'ENTREPRENEUR

Il incombera à l'entrepreneur de se procurer tous les matériaux nécessaires à la fabrication de l'article (des articles) spécifié(s) dans les présentes. Les délais de livraison de l'article (des articles) en question prévoient le temps nécessaire à l'acquisition de ces matériaux.

14. PROCÉDURES POUR MODIFICATION/ALTÉRATION DE CONCEPTION

L'entrepreneur doit suivre les procédures suivantes pour toute modification/altération de conception proposé aux spécifications du contrat.

L'entrepreneur doit remplir la partie 1 du formulaire MDN 672, Modification au modèle/écart, et en envoyer un (1) copie au responsable technique et une (1) copie à l'autorité contractante.

L'entrepreneur sera autorisé à procéder sur réception du formulaire signé par l'autorité contractante. Une modification au contrat sera émise afin d'incorporer la modification/altération de conception dans le contrat.

15. FERMETURE DE L'USINE

L'usine de l'entrepreneur sera fermée pour le congé de Noël et les vacances estivales, comme il est précisé ci-dessous. Aucune expédition ne sera faite pendant ces périodes.

Vacances de Noël	DU _____	AU _____
Vacances estivales	DU _____	AU _____

16. EMPLACEMENT DE L'USINE

Les articles seront fabriqués à : _____

17. LIVRAISON EXCÉDENTAIRE

Une approbation préalable doit être obtenue de l'autorité contractante pour la livraison de toute quantité excédentaire par rapport à la quantité indiquée au contrat.

18. PLAN QUALITÉ

Au plus tard 30 jours après la date d'entrée en vigueur du contrat, l'entrepreneur doit soumettre pour acceptation par le ministère de la Défense nationale (MDN) un plan qualité préparé selon la dernière édition (à la date du

contrat) de ISO 10005:2005 "Systèmes de management de la qualité - Lignes directrices pour les plans qualité". Le plan qualité devra décrire comment l'entrepreneur entend se conformer aux exigences de qualité spécifiées dans le contrat et spécifier comment les activités reliées à la qualité se dérouleront incluant l'assurance de la qualité des sous-traitants. L'entrepreneur doit inclure une matrice qui permet de retracer les éléments des exigences de la qualité spécifiées aux paragraphes du plan qualité où l'élément a été traité.

Les documents mis en référence au plan qualité doivent être disponibles à la demande de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada ou du MDN.

Si le plan qualité a été soumis lors du processus de soumission, l'entrepreneur doit réviser et, au besoin, modifier le plan soumis de façon à tenir compte des changements dans les exigences ou dans la planification qui auraient pu survenir lors des négociations menant au contrat.

Après l'acceptation du plan qualité par le MDN, l'entrepreneur doit mettre en oeuvre le plan qualité. L'entrepreneur doit effectuer les modifications appropriées au plan durant le contrat de façon à refléter les activités de qualité en cours ou planifiées. Le MDN doit être en accord avec les modifications apportées au plan qualité.

19. ÉCHANTILLON DE PRÉ-PRODUCTION

1. L'entrepreneur doit fournir les articles suivants en vue de l'acceptation dans les 90 jours civils suivant la date d'attribution du contrat.

(a) L'entrepreneur doit fournir un échantillon de combinaison préalable à la production qui satisfait aux exigences de la présente spécification.

(b) L'entrepreneur doit fournir les résultats des essais effectués par une installation d'essai accréditée indépendante de son choix qui démontrent que la combinaison satisfait à toutes les exigences de rendement (Annexe B, section 3 Exigences obligatoires en matière de conception) de la présente spécification.

(c) Le fabricant doit fournir des certificats de conformité pour le ruban rétro réfléchissant approuvé par la SOLAS et le ruban autoagrippant à boucles de spécification militaire (MIL-Spec) utilisés dans la confection de la combinaison.

(d) Le fabricant doit certifier que la combinaison de production dont l'emballage n'est pas ouvert aura une durée de conservation de 120 mois.

(e) L'entrepreneur doit fournir un plan de production, d'essais et d'assurance de la qualité final jugé acceptable par l'autorité technique du MDN.

2. Si le échantillon de pré-production est rejeté, l'entrepreneur doit soumettre un deuxième échantillon de pré-production dans les 45 jours civils suivant l'avis du rejet par le responsable technique.

3. Si le échantillon de pré-production est accepté au complet, ou accepté conditionnellement, l'entrepreneur doit procéder avec la production selon les besoins du contrat.

4. Lorsque le responsable technique rejettera le deuxième échantillon de pré-production soumis par l'entrepreneur parce qu'il ne répond pas aux exigences contractuelles, le contrat pourra être résilié pour manquement.

5. L'entrepreneur doit effectuer toutes les inspections et tous les essais requis afin de vérifier si les exigences techniques indiquées dans le contrat sont respectées.

6. En plus de fournir l'échantillon de pré-production, l'entrepreneur doit fournir une copie des rapports d'inspection et des rapports d'essai du laboratoire effectués par une installation d'essai accréditée indépendante, certificat de conformité s'il y a lieu, certifier que la combinaison dont l'emballage n'est pas ouvert aura une durée de conservation de 120 mois, et un plan de production d'essais et d'assurance de la qualité final, à l'autorité contractante et au responsable technique, frais de transport payés d'avance et sans frais pour le Canada.

7. L'échantillon de pré-production soumis par l'entrepreneur demeurera la propriété du Canada.

8. Le responsable technique devra aviser l'entrepreneur par écrit, de l'acceptation complète, de l'acceptation conditionnelle ou du rejet de l'échantillon de pré-production. Le responsable technique devra aussi fournir une copie de cet avis à l'autorité contractante. L'avis d'acceptation complète ou d'acceptation conditionnelle ne dégage pas l'entrepreneur de sa responsabilité de respecter toutes les exigences des spécifications et toutes les autres conditions du contrat.

9. L'entrepreneur ne doit pas entreprendre ou continuer la production des articles et ne doit pas faire de livraison avant d'avoir reçu un avis par écrit du responsable technique lui indiquant que l'échantillon de pré-production est acceptable complètement ou conditionnellement. Toute fabrication d'articles avant l'acceptation de l'échantillon pré-production se fera au risque de l'entrepreneur.

19.1 ANALYSE EN LABORATOIRE - DÉFINITION

L'entrepreneur doit fournir avec l'(les) échantillon(s) de pré-production les résultats des essais énumérés ci-dessous, attestant des propriétés matérielles énoncées dans les exigences techniques. Les essais doivent être réalisés par un laboratoire indépendant accrédité, et doivent être conformes aux méthodes d'essai décrites dans les exigences techniques. La date de l'analyse de laboratoire doit être datée après la date d'attribution du contrat.

19.1.1 La combinaison doit subir avec succès les essais de rendement obligatoires suivants :

19.1.2 Tous les essais de rendement de la combinaison doivent être effectués dans une installation d'essai accréditée indépendante choisie par le soumissionnaire.

19.1.3 Sujets :

19.1.3.1 Les essais doivent être effectués avec au moins six sujets humains dont la taille et le poids correspondent aux données du tableau suivant :

Taille	Poids
1,4 m à 1,6 m	1 personne de moins de 60 kg 1 personne de plus de 60 kg
1,6 m à 1,8 m	1 personne de moins de 70 kg 1 personne de plus de 70 kg
Plus de 1,8 m	1 personne de moins de 80 kg 1 personne de plus de 80 kg

19.1.3.2 Au moins un et au plus deux des sujets doivent être des femmes, et il ne doit pas y avoir plus d'une femme par catégorie de taille.

19.1.4 Essai d'enfilage :

19.1.4.1 La combinaison doit être enfilée par-dessus un gilet de sauvetage de 155N/35 lb non gonflé.

19.1.4.2 À la suite d'une démonstration de groupe, chaque sujet doit être en mesure de déballer, d'enfiler et d'attacher la combinaison par-dessus ses vêtements d'essai (précisés au paragr. 3.1.2) et un gilet de sauvetage non gonflé, sans aide et en moins de 2 minutes.

19.1.4.3 Après avoir enfilé la combinaison, les sujets doivent être arrosés puis pesés sur une balance certifiée étalonnée à 25 grammes \pm 5 grammes.

19.1.4.4 Si la combinaison comporte une fermeture à glissière, tous les sujets doivent être en mesure de bien la fermer après au plus deux essais.

19.1.5 Essai ergonomique :

19.1.5.1 Après avoir enfilé la combinaison sur un gilet de sauvetage non gonflé, les sujets doivent être en mesure de marcher sans difficulté sur une distance d'au moins 15 m. Un maximum de deux arrêts au cours de la marche sont permis afin d'ajuster les courroies.

19.1.5.2 Les sujets doivent être en mesure de monter dans une échelle verticale sur une hauteur d'au moins 5 m, et d'en descendre, sans que la combinaison nuise à leurs mouvements.

19.1.6 Essai du champ visuel dans l'eau :

4.1.6.1 L'essai du champ visuel dans l'eau doit être effectué conformément à la norme CAN/CGSB-65.16-2005, en satisfaisant aux exigences énoncées au paragr. 6.18.2 de celle-ci.

19.1.7 Essai de saut et de nage et essai d'étanchéité :

19.1.7.1 Après avoir enfilé la combinaison (y compris le capuchon), les sujets doivent être arrosés conformément à la norme CAN/CGSB-65. 6-2005 et doivent effectuer ce qui suit :

1. Les sujets doivent gonfler manuellement le gilet de sauvetage de 155N/35 lb (sans détacher la combinaison) et sauter dans l'eau d'une plate-forme d'au moins 3 mètres de hauteur.
2. La combinaison ne doit empêcher d'aucune façon le gilet de sauvetage entièrement gonflé de redresser automatiquement le sujet.
3. La combinaison ne doit pas être endommagée ni déplacée de manière à laisser entrer une importante quantité d'eau. Cela sera confirmé par une inspection visuelle et par une série de questions posées aux sujets.
4. Les sujets doivent se laisser flotter en eaux calmes pendant une période de 2 minutes.
5. Les sujets doivent ensuite nager (crawl) en eaux calmes sur une distance d'au moins 25 mètres en effectuant un virage à 90 degrés vers la gauche ou la droite, puis sortir de la piscine.

6. Le poids de l'eau qui est entrée dans la combinaison doit être calculé en pesant le sujet alors qu'il porte toujours la combinaison (au bord de la piscine immédiatement après sa sortie) à l'aide de la balance utilisée au paragr. 4.4.3.
7. Il ne doit pas y avoir plus de 250 grammes d'eau à l'intérieur de la combinaison.

19.1.8 Produits pétroliers, huiles et lubrifiants :

19.1.8.1 Résistance à l'huile : Après être entrée en contact avec du carburant diesel, la combinaison ne doit présenter aucun signe de dommages, p. ex. refoulement, fissures, gonflement, décomposition ou modification des propriétés mécaniques. Les coutures doivent avoir une résistance à la rupture d'au moins 150 N.

19.1.8.2 Essai de résistance à l'huile : Deux échantillons de tissu de base comportant tous les types de coutures et de piqûres sont requis pour cet essai.

1. Laisser tremper deux échantillons de tissu de base de la combinaison comportant tous les types de coutures et de piqûres pendant une période d'au moins six heures dans :
 2. du carburant diesel marin, conformément à la norme 3-GP-11d (2002) de l'ONGC (trempage).

19.1.8.3 Après la période de six heures, essuyer les échantillons et en soumettre un aux essais n° 9.2-M90 (tissu) et n° 32.2-M89 (coutures) de la norme CAN/CGSB-4.2.

19.1.8.4 Soumettre l'autre échantillon à l'essai n° 26.1-M88 de la norme CAN/CGSB-4.2 sous une colonne d'eau de 1 mètre pendant une période d'au moins 1 h.

20. EXIGENCES RELATIVES À LA PRODUCTION (Annexe B section 11)

20.1 Les essais de production sont la responsabilité de l'entrepreneur.

20.2 Tous les lots de tissus de base utilisés pour la confection de la combinaison doivent être mis à l'essai conformément à l'Annexe B section 4.8.

20.3 Essai d'étanchéité sous pression :

20.3.1 Chaque combinaison de production doit être soumise à une pression d'air constant pendant au moins cinq minutes puis à un essai d'étanchéité à l'aide d'un liquide de détection des fuites.

20.3.2 La pression d'air doit convenir au type de tissu utilisé pour la confection de la combinaison, mais ne doit pas être inférieure à 0,02 bar.

20.3.3 Si après une deuxième tentative visant à colmater une fuite la combinaison n'est pas étanche, elle doit être détruite.

20.3.4 L'entrepreneur doit conserver des dossiers de production et d'essai, qui doivent être mis à la disposition de l'autorité technique ou du représentant du Directeur – Assurance de la qualité du ministère de la Défense nationale.

20.4 L'autorité technique et le représentant du Directeur – Assurance de la qualité du ministère de la Défense nationale se réservent le droit, après l'attribution du contrat, de visiter l'installation de production pendant les heures de travail normales, sans préavis, afin d'assister à la production et à la mise à l'essai de la combinaison.

20.5 Le ministère de la Défense nationale se réserve le droit de prélever des échantillons de combinaisons de la ligne de production et de mener ses propres essais.

21. ÉCHANTILLON DE PRODUCTION

1. En plus de l'échantillon de pré-production, et si demandé par le responsable technique, l'entrepreneur doit prélever un échantillon de production dans le premier lot de fabrication et le fournir au responsable technique, avec en vue de l'acceptation dans les 15 jours civils suivant le début de la production.

2. Lorsque le responsable technique rejettera l'échantillon de production soumis par l'entrepreneur parce qu'il ne répond pas aux exigences contractuelles, le contrat pourra être résilié pour manquement.

3. L'entrepreneur doit effectuer toutes les inspections et tous les essais requis afin de vérifier si les exigences techniques indiquées dans le contrat sont respectées.

4. En plus de fournir l'échantillons de production, l'entrepreneur doit fournir une copie des rapports d'inspection et des rapports d'essai du laboratoire s'il y a lieu, à l'autorité contractante et au responsable technique, frais de transport payés d'avance et sans frais pour le Canada.

5. L'échantillon de production soumis par l'entrepreneur demeure la propriété du Canada.

6. Le responsable technique devra aviser l'entrepreneur par écrit, de l'acceptation complète, de l'acceptation conditionnelle ou du rejet de l'échantillon de production. Le responsable technique devra aussi fournir une copie de cet avis à l'autorité contractante. L'avis d'acceptation complète ou d'acceptation conditionnelle ne dégage pas l'entrepreneur de sa responsabilité de respecter toutes les exigences des spécifications et toutes les autres conditions du contrat.

7. L'entrepreneur ne doit pas continuer la production des articles et ne doit pas faire de livraison avant d'avoir reçu un avis par écrit du responsable technique lui indiquant que l'échantillon de production est acceptable complètement ou conditionnellement. Toute fabrication d'articles avant l'acceptation de l'échantillon production se fera au risque de l'entrepreneur.

21.1 ANALYSE EN LABORATOIRE - DÉFINITION

L'entrepreneur doit fournir avec l'(les) échantillon(s) de pré-production les résultats des essais énumérés ci-dessous, attestant des propriétés matérielles énoncées dans les exigences techniques. Les essais doivent être réalisés par un laboratoire indépendant accrédité, et doivent être conformes aux méthodes d'essai décrites dans les exigences techniques. La date de l'analyse de laboratoire doit être datée après la date d'attribution du contrat.

21.1.1 La combinaison doit subir avec succès les essais de rendement obligatoires suivants :

21.1.2 Tous les essais de rendement de la combinaison doivent être effectués dans une installation d'essai accréditée indépendante choisie par le soumissionnaire.

21.1.3 Sujets :

21.1.3.1 Les essais doivent être effectués avec au moins six sujets humains dont la taille et le poids correspondent aux données du tableau suivant :

Taille	Poids
1,4 m à 1,6 m	1 personne de moins de 60 kg 1 personne de plus de 60 kg
1,6 m à 1,8 m	1 personne de moins de 70 kg 1 personne de plus de 70 kg
Plus de 1,8 m	1 personne de moins de 80 kg 1 personne de plus de 80 kg

21.1.3.2 Au moins un et au plus deux des sujets doivent être des femmes, et il ne doit pas y avoir plus d'une femme par catégorie de taille.

21.1.4 Essai d'enfilage :

21.1.4.1 La combinaison doit être enfilée par-dessus un gilet de sauvetage de 155N/35 lb non gonflé.

21.1.4.2 À la suite d'une démonstration de groupe, chaque sujet doit être en mesure de débiller, d'enfiler et d'attacher la combinaison par-dessus ses vêtements d'essai (précisés au paragr. 3.1.2) et un gilet de sauvetage non gonflé, sans aide et en moins de 2 minutes.

21.1.4.3 Après avoir enfilé la combinaison, les sujets doivent être arrosés puis pesés sur une balance certifiée étalonnée à 25 grammes \pm 5 grammes.

21.1.4.4 Si la combinaison comporte une fermeture à glissière, tous les sujets doivent être en mesure de bien la fermer après au plus deux essais.

21.1.5 Essai ergonomique :

21.1.5.1 Après avoir enfilé la combinaison sur un gilet de sauvetage non gonflé, les sujets doivent être en mesure de marcher sans difficulté sur une distance d'au moins 15 m. Un maximum de deux arrêts au cours de la marche sont permis afin d'ajuster les courroies.

21.1.5.2 Les sujets doivent être en mesure de monter dans une échelle verticale sur une hauteur d'au moins 5 m, et d'en descendre, sans que la combinaison nuise à leurs mouvements.

21.1.6 Essai du champ visuel dans l'eau :

21.1.6.1 L'essai du champ visuel dans l'eau doit être effectué conformément à la norme CAN/CGSB-65.16-2005, en satisfaisant aux exigences énoncées au paragr. 6.18.2 de celle-ci.

21.1.7 Essai de saut et de nage et essai d'étanchéité :

21.1.7.1 Après avoir enfilé la combinaison (y compris le capuchon), les sujets doivent être arrosés conformément à la norme CAN/CGSB-65. 6-2005 et doivent effectuer ce qui suit :

1. Les sujets doivent gonfler manuellement le gilet de sauvetage de 155N/35 lb (sans détacher la combinaison) et sauter dans l'eau d'une plate-forme d'au moins 3 mètres de hauteur.
2. La combinaison ne doit empêcher d'aucune façon le gilet de sauvetage entièrement gonflé de redresser automatiquement le sujet.
3. La combinaison ne doit pas être endommagée ni déplacée de manière à laisser entrer une importante quantité d'eau. Cela sera confirmé par une inspection visuelle et par une série de questions posées aux sujets.
4. Les sujets doivent se laisser flotter en eaux calmes pendant une période de 2 minutes.
5. Les sujets doivent ensuite nager (crawl) en eaux calmes sur une distance d'au moins 25 mètres en effectuant un virage à 90 degrés vers la gauche ou la droite, puis sortir de la piscine.
6. Le poids de l'eau qui est entrée dans la combinaison doit être calculé en pesant le sujet alors qu'il porte toujours la combinaison (au bord de la piscine immédiatement après sa sortie) à l'aide de la balance utilisée au paragr. 4.4.3.
7. Il ne doit pas y avoir plus de 250 grammes d'eau à l'intérieur de la combinaison.

21.1.8 Produits pétroliers, huiles et lubrifiants :

21.1.8.1 Résistance à l'huile : Après être entrée en contact avec du carburant diesel, la combinaison ne doit présenter aucun signe de dommages, p. ex. refoulement, fissures, gonflement, décomposition ou modification des propriétés mécaniques. Les coutures doivent avoir une résistance à la rupture d'au moins 150 N.

21.1.8.2 Essai de résistance à l'huile : Deux échantillons de tissu de base comportant tous les types de coutures et de piqûres sont requis pour cet essai.

1. Laisser tremper deux échantillons de tissu de base de la combinaison comportant tous les types de coutures et de piqûres pendant une période d'au moins six heures dans :
2. du carburant diesel marin, conformément à la norme 3-GP-11d (2002) de l'ONGC (trempage).

21.1.8.3 Après la période de six heures, essuyer les échantillons et en soumettre un aux essais n° 9.2-M90 (tissu) et n° 32.2-M89 (coutures) de la norme CAN/CGSB-4.2.

21.1.8.4 Soumettre l'autre échantillon à l'essai n° 26.1-M88 de la norme CAN/CGSB-4.2 sous une colonne d'eau de 1 mètre pendant une période d'au moins 1 h.

22. GARANTIE (Annexe B section 8)

- 22.1 L'étanchéité à l'air de l'emballage sous vide de la combinaison doit être garantie pour une période de cinq ans après la date de fabrication.
- 22.1.1 Toute combinaison dont l'emballage n'est plus étanche sera retournée à l'entrepreneur, aux frais du ministère de la Défense nationale (MDN), afin d'être soumise à un essai de fonctionnement et réemballée sous vide puis retournée au MDN aux frais de l'entrepreneur.
- 22.1.2 L'entrepreneur doit posséder au moins une installation de réparation au Canada capable d'effectuer les réparations nécessaires, au besoin. Le nom et l'adresse de l'installation et le nom de la personne-ressource doivent être fournis à l'autorité technique du MDN au moment de l'attribution du contrat.
- 22.1.3 Un délai d'exécution maximum de 30 jours civils est alloué entre le moment où l'installation de réparation reçoit la combinaison dans l'emballage non étanche en vue de sa réparation ou de son remplacement et le moment où la combinaison est retournée au Dépôt d'approvisionnement des Forces canadiennes le plus proche (Edmonton [Alberta] ou Montréal [Québec]) aux frais de l'entrepreneur.

23. ÉTIQUETAGE (annexe B section 5)

- 23.1 Les renseignements suivants, en anglais et en français, doivent être inscrits à l'intérieur du capuchon ou du col de la combinaison au moyen d'une méthode d'impression indélébile ou sur une étiquette, en caractères d'au moins 4 mm :
1. **Coverall Anti Exposure Ship Abandonment/Combinaison de protection contre les éléments et d'abandon du navire**
 2. **NSN/NN0 8415-21-911-8510**
 3. **Size/Taille : Adult Universal/Universelle pour adulte**
 4. **Numéro du contrat et date de confection**
 5. **Numéro de série**
 6. **Nom ou marque de commerce reconnue de l'entrepreneur**

24. CONDITIONNEMENT (annexe B section 6)

- 24.1 La combinaison doit être emballée sous vide dans un emballage arrondi (en forme de rein) qui respecte les dimensions suivantes afin de pouvoir reposer confortablement contre la hanche de l'utilisateur :
1. longueur maximale de 21,5 cm + 0,05 cm;
 2. hauteur maximale de 11,5 cm + 0,05 cm;
 3. largeur maximale de 11,5 cm + 0,05 cm.
 4. L'emballage de la combinaison doit être arrondi de façon à ce qu'il y ait un espace d'au moins 1 cm - 0/+ 5 cm entre une surface plane et le centre de la courbe.
- 24.1.1 Le matériau utilisé pour l'emballage sous vide de la combinaison doit satisfaire aux exigences de la norme MIL-PFR-131J en ce qui a trait à un matériau barrière imperméable à l'eau et à la vapeur, à l'épreuve de la graisse, souple et thermoscellable.

- 24.1.2 L'emballage sous vide de la combinaison doit comporter une encoche en V à une extrémité et d'un côté afin d'en faciliter l'ouverture (doit pouvoir être déchiré par l'utilisateur avec les mains froides et mouillées).
- 24.1.3 Après avoir été emballée sous vide, la combinaison doit être placée dans une pochette protectrice de couleur noire confectionnée en matériau ignifuge conformément à l'annexe A.
1. La pochette protectrice de la combinaison doit comporter une ouverture à rabat avec des boutons-pression résistant à la corrosion par l'eau salée.
 2. La pochette protectrice de la combinaison doit comporter une boucle de fixation d'au moins 7 cm + 1/- 0 cm de largeur sur 20 cm + 3/- 0 cm de longueur qui permet de la fixer à la ceinture de la poche maritime pour gilet de sauvetage.
 3. L'intérieur du rabat de la pochette protectrice de la combinaison doit comporter une étiquette fournissant les renseignements prescrits au paragr. 5.1.

25. **SPÉCIFICATIONS ET NORMES**

25.1 **Spécifications et normes militaires des États-Unis**

L'entrepreneur a la responsabilité de se procurer des exemplaires de toutes les spécifications et normes militaires des États-Unis qui peuvent s'appliquer au besoin. On peut obtenir ces documents commercialement, ou en visitant le site Web du département de la Défense des États-Unis, à l'adresse suivante : <http://dodssp.daps.dla.mil/>.

25.2 **Office des normes générales du Canada (ONGC) - normes**

Un exemplaire des normes de l'ONGC dont il est question dans le contrat, est disponible et peut être acheté auprès du :

Office des normes générales du Canada

Place du Portage III, 6B1

11, rue Laurier

Gatineau (Québec)

Téléphone: (819) 956-0425 ou 1-800-665-CGSB (Canada seulement)

Télécopieur : (819) 956-5740

Courriel : ncr.cgsb-ongc@tpsgc-pwgsc.gc.ca

Site Web de l'ONGC: <http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ongc-cgsb/index-fra.html>

26. **GARANTIE FINANCIÈRE**

1. Le Canada peut convertir le dépôt de garantie pour son usage si les circonstances lui permettent de résilier le contrat pour manquement; cette action ne constitue toutefois pas la résiliation du contrat.
2. Lorsque le Canada convertit le dépôt de garantie :
 - a) le Canada utilisera la somme pour compléter les travaux selon les conditions du contrat, dans la mesure du possible, et toute balance sera retournée à l'entrepreneur à la fin de la période de garantie; et
 - b) si le Canada conclut un contrat pour compléter les travaux, l'entrepreneur :
 - (i) sera considéré avoir irrévocablement abandonné les travaux; et
 - (ii) demeurera responsable des frais excédentaires pour l'achèvement des travaux si le montant du dépôt de garantie n'est pas suffisant à cette fin. « Frais excédentaires » désigne toute somme dépassant la partie du prix contractuel qui reste à payer en plus du montant du dépôt de garantie.

Solicitation No. - N° de l'invitation

W8486-140518/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

pr714

Client Ref. No. - N° de réf. du client

File No. - N° du dossier

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

W8486-140518

pr714W8486-140518

3. Si le Canada ne convertit pas le dépôt de garantie pour son usage avant la fin de la période du contrat, le Canada retournera le dépôt de garantie à l'entrepreneur dans un délai raisonnable après cette date.

4. Si le Canada convertit le dépôt de garantie pour des raisons autre que la faillite, la garantie financière doit être réétablie à la valeur du montant mentionné ci-haut pour que ce montant soit et continu d'être disponible jusqu'à la fin de la période du contrat.

ANNEXE A ÉNONCÉ DES BESOINS

1. EXIGENCE TECHNIQUE

L'entrepreneur sera exigé de fournir au Canada le Ministère de la Défense nationale (MDN) des combinaison de protection selon la spécification en date du Juillet 2013 et publiée dans l'annexe B du demande.

2. ADRESSES

Adresse des destinations	Adresses de facturation
WB941 Ministère de la Défense nationale 25 CFSD Montréal 6363, rue Notre-Dame Est Montréal (Québec) H1N 1V9	W1941 Ministère de la Défense nationale CFSD Montréal B..P. 4000, stn. K Montréal (Québec) H1N 3R9 Attention : Comptes payable
W248A Ministère de la Défense nationale 7, Dépôt d'approvisionnement des FC, 195 Ave & 82ième rue, Édifice 236 Edmonton (Alberta) T5J 4J5	W2481 Ministère de la Défense nationale 7, Dépôt d'approvisionnement des FC, C.P. 10500 Edmonton (Alberta) T5J 4J5 Attention : Comptes payable

3. BIENS LIVRABLES

QUANTITÉ DU CONTRAT

Quantité ferme

Article	Description	Quantité ferme	Unité de distribution	Prix unitaire ferme, DDP Montréal, Frais de transport inclus, taxes applicables en sus	Prix unitaire ferme, DDP Edmonton, Frais de transport inclus, taxes applicables en sus
1	Combinaison de protection contre les éléments et d'abandon du navire NNO 8414-21-911-8510	500	Chaque	\$ _____	NA
2	Combinaison de protection contre les éléments et d'abandon du navire NNO 8414-21-911-8510	500	Chaque	NA	\$ _____

OPTION 1

Article	Description	Quantité ferme	Unité de distribution	Prix unitaire ferme, DDP Montréal, Frais de transport inclus, taxes applicables en sus	Prix unitaire ferme, DDP Edmonton, Frais de transport inclus, taxes applicables en sus
3	Combinaison de protection contre les éléments et d'abandon du navire NNO 8414-21-911-8510	500	Chaque	\$ _____	NA
4	Combinaison de protection contre les éléments et d'abandon du navire NNO 8414-21-911-8510	500	Chaque	NA	\$ _____

OPTION 2

Article	Description	Quantité ferme	Unité de distribution	Prix unitaire ferme, DDP Montréal, Frais de transport inclus, taxes applicables en sus	Prix unitaire ferme, DDP Edmonton, Frais de transport inclus, taxes applicables en sus
5	Combinaison de protection contre les éléments et d'abandon du navire NNO 8414-21-911-8510	500	Chaque	\$ _____	NA
6	Combinaison de protection contre les éléments et d'abandon du navire NNO 8414-21-911-8510	500	Chaque	NA	\$ _____

OPTION 3

Article	Description	Quantité ferme	Unité de distribution	Prix unitaire ferme, DDP Montréal, Frais de transport inclus, taxes applicables en sus	Prix unitaire ferme, DDP Edmonton, Frais de transport inclus, taxes applicables en sus
7	Combinaison de protection contre les éléments et d'abandon du navire NNO 8414-21-911-8510	500	Chaque	\$ _____	NA
	Combinaison de				

Solicitation No. - N° de l'invitation

W8486-140518/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

pr714

Client Ref. No. - N° de réf. du client

File No. - N° du dossier

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

W8486-140518

pr714W8486-140518

8	protection contre les éléments et d'abandon du navire NNO 8414-21-911-8510	500	Chaque	NA	\$ _____
----------	---	------------	---------------	-----------	----------

4. QUANTITÉS OPTIONELLES - Articles identifiés comme suit: 3 - 8

L'entrepreneur accorde au Canada l'option irrévocable d'acquérir les biens, qui sont décrits sous les articles #3 - 8 selon les mêmes modalités et conditions et aux prix établis dans le contrat. Cette option ne pourra être exercée que par l'autorité contractante pour un minimum de 50% jusqu'à un maximum de 100% distribuée aux divers articles et destinations et sera confirmée par une modification au contrat.

L'autorité contractante peut exercer l'option dans les 36 mois de la date d'attribution du contrat en envoyant un avis écrit à l'entrepreneur.

Une seule modification peut être signifiée.

ANNEXE B
SÉCIFICATION POUR COMBINAISON DE PROTECTION CONTRE LES ÉLÉMENTS ET
D'ABANDON DU NAVIRE

1. PORTÉE

1.1 Le présent document définit les exigences obligatoires en matière de conception et de rendement relatives à la combinaison de protection contre les éléments et d'abandon du navire utilisée par le personnel des Forces armées canadiennes à bord des navires de guerre de la Marine royale canadienne de Sa majesté et dont les trois fonctions principales sont les suivantes :

- 1.1.1 protéger le personnel contre le choc causé par une immersion en eau froide;
- 1.1.2 fournir une protection à court terme, afin de permettre à l'utilisateur de nager sur une distance d'au moins 25 mètres pour se rendre à un radeau de sauvetage et y monter;
- 1.1.3 aider à retarder le début de l'hypothermie.

2. DOCUMENTS APPLICABLES

2.1 Il incombe au soumissionnaire de se procurer les normes de l'Office des normes générales du Canada (CAN/CGSB) mentionnées dans le présent document, qui sont des publications hors MDN.

3. EXIGENCES OBLIGATOIRES EN MATIÈRE DE CONCEPTION

3.1. La combinaison de protection contre les éléments et d'abandon du navire, ci-après nommée combinaison, doit satisfaire aux exigences obligatoires en matière de conception suivantes :

3.1.1 La combinaison doit être de couleur orangé international, couleur 508-101 de la norme fédérale (Fed-Std) 595C.

3.1.2 La combinaison doit comporter un seul point d'entrée suffisamment grand pour que l'utilisateur puisse l'enfiler en portant les vêtements d'essai suivants :

- 1. sous-vêtements à manches courtes et à jambes courtes
- 2. chemise à manches longues de laine ou en tissu ignifuge;
- 3. pantalon de laine ou en tissu ignifuge;
- 4. chaussettes de laine;
- 5. bottes à embout de protection, pointure Mondopoint 310/122 ou pointure pour hommes 14,5 po (États-Unis et Canada);
- 6. veste de flottaison (CAN/CGSB-65.11-M88);
- 7. gilet de sauvetage 155N/35 lb entièrement gonflé.

3.1.3 La combinaison doit être confectionnée dans une taille universelle qui satisfait aux exigences suivantes du ministère de la Défense nationale (MDN) concernant la taille :

- 1. Tour de poitrine : 81 cm à 147 cm (sans vêtements).
- 2. Taille : 152 cm à 199 cm.

3. Circonférence du poignet : 13 cm à 19,5 cm.
4. Circonférence du bras : la circonférence du bras de la combinaison doit prendre en considération tous les vêtements susmentionnés.
5. La combinaison doit pouvoir être portée avec des bottes de travail à embout de protection, pointure Mondopoint 310/122 ou pointure pour hommes 14,5 po (États-Unis et Canada).
- 3.1.4 La combinaison doit comporter un système de fermeture qui permet d'en assurer l'étanchéité presque complète par une simple action que l'utilisateur peut effectuer sans aide avec les mains froides et mouillées.
 1. Les fermetures à cordon de serrage autour du cou ne sont pas acceptables.
- 3.1.5 La combinaison doit comporter des joints étanches aux poignets.
- 3.1.6 Confection des jambes : Les jambes de la combinaison doivent être munies de pieds dans lesquels il est possible d'insérer des chaussures à embout de protection de grande pointure.
 1. Le dessous des pieds doit comporter des semelles qui résistent à l'abrasion et qui empêchent de glisser (antidérapantes).
- 3.1.7 La combinaison doit comporter des courroies d'ajustement au-dessus des chevilles et des genoux et à la taille afin de permettre à l'utilisateur de réduire l'ampleur.
 1. Les rubans d'attache semblables à ceux utilisés sur les gilets de sauvetage modèle trou de serrure ne sont pas acceptables.
- 3.1.8 La combinaison doit comporter un capuchon intégré qui permet de réduire au minimum l'exposition du visage.
 1. Le dessus du capuchon doit comporter un morceau de ruban autoagrippant à boucles de spécification militaire (MIL-Spec) de 5 cm sur 5 cm afin de pouvoir y fixer la lampe de sauvetage d'urgence réglementaire, sur laquelle se trouve la partie de ruban autoagrippant à crochets.
- 3.1.9 La combinaison doit comporter des bandes de ruban rétroréfléchissant approuvé par la SOLAS (sauvegarde de la vie humaine en mer) fixées aux endroits suivants :
 1. bande de 5 cm de largeur sur 30 cm de longueur sur chaque épaule;
 2. bande de 5 cm de largeur sur 20 cm de longueur sur le dessus du capuchon.
- 3.1.10 La combinaison doit avoir une durée de conservation de 120 mois.
- 3.1.11 Toutes les combinaisons doivent comporter un numéro de série.

4. **EXIGENCES DE RENDEMENT**

- 4.1 La combinaison doit subir avec succès les essais de rendement obligatoires suivants :
- 4.2 Tous les essais de rendement de la combinaison doivent être effectués dans une installation d'essai accréditée indépendante choisie par le soumissionnaire.

4.3 Sujets :

- 4.3.1 Les essais doivent être effectués avec au moins six sujets humains dont la taille et le poids correspondent aux données du tableau suivant :

Taille	Poids
1,4 m à 1,6 m	1 personne de moins de 60 kg
	1 personne de plus de 60 kg
1,6 m à 1,8 m	1 personne de moins de 70 kg
	1 personne de plus de 70 kg
Plus de 1,8 m	1 personne de moins de 80 kg
	1 personne de plus de 80 kg

- 4.3.2 Au moins un et au plus deux des sujets doivent être des femmes, et il ne doit pas y avoir plus d'une femme par catégorie de taille.

4.4 Essai d'enfilage :

- 4.4.1 La combinaison doit être enfilée par-dessus un gilet de sauvetage de 155N/35 lb non gonflé.
- 4.4.2 À la suite d'une démonstration de groupe, chaque sujet doit être en mesure de débiller, d'enfiler et d'attacher la combinaison par-dessus ses vêtements d'essai (précisés au paragr. 3.1.2) et un gilet de sauvetage non gonflé, sans aide et en moins de 2 minutes.
- 4.4.3 Après avoir enfilé la combinaison, les sujets doivent être arrosés puis pesés sur une balance certifiée étalonnée à 25 grammes \pm 5 grammes.
- 4.4.4 Si la combinaison comporte une fermeture à glissière, tous les sujets doivent être en mesure de bien la fermer après au plus deux essais.

4.5 Essai ergonomique :

- 4.5.1 Après avoir enfilé la combinaison sur un gilet de sauvetage non gonflé, les sujets doivent être en mesure de marcher sans difficulté sur une distance d'au moins 15 m. Un maximum de deux arrêts au cours de la marche sont permis afin d'ajuster les courroies.
- 4.5.2 Les sujets doivent être en mesure de monter dans une échelle verticale sur une hauteur d'au moins 5 m, et d'en descendre, sans que la combinaison nuise à leurs mouvements.

4.6 Essai du champ visuel dans l'eau :

- 4.6.1 L'essai du champ visuel dans l'eau doit être effectué conformément à la norme CAN/CGSB-65.16-2005, en satisfaisant aux exigences énoncées au paragr. 6.18.2 de celle-ci.

4.7 Essai de saut et de nage et essai d'étanchéité :

- 4.7.1 Après avoir enfilé la combinaison (y compris le capuchon), les sujets doivent être arrosés conformément à la norme CAN/CGSB-65. 6-2005 et doivent effectuer ce qui suit :
1. Les sujets doivent gonfler manuellement le gilet de sauvetage de 155N/35 lb (sans détacher la combinaison) et sauter dans l'eau d'une plate-forme d'au moins 3 mètres de hauteur.
 2. La combinaison ne doit empêcher d'aucune façon le gilet de sauvetage entièrement gonflé de redresser automatiquement le sujet.
 3. La combinaison ne doit pas être endommagée ni déplacée de manière à laisser entrer une importante quantité d'eau. Cela sera confirmé par une inspection visuelle et par une série de questions posées aux sujets.
 4. Les sujets doivent se laisser flotter en eaux calmes pendant une période de 2 minutes.
 5. Les sujets doivent ensuite nager (crawl) en eaux calmes sur une distance d'au moins 25 mètres en effectuant un virage à 90 degrés vers la gauche ou la droite, puis sortir de la piscine.
 6. Le poids de l'eau qui est entrée dans la combinaison doit être calculé en pesant le sujet alors qu'il porte toujours la combinaison (au bord de la piscine immédiatement après sa sortie) à l'aide de la balance utilisée au paragr. 4.4.3.
 7. Il ne doit pas y avoir plus de 250 grammes d'eau à l'intérieur de la combinaison.

4.8 Produits pétroliers, huiles et lubrifiants :

- 4.8.1 Résistance à l'huile : Après être entrée en contact avec du carburant diesel, la combinaison ne doit présenter aucun signe de dommages, p. ex. refoulement, fissures, gonflement, décomposition ou modification des propriétés mécaniques. Les coutures doivent avoir une résistance à la rupture d'au moins 150 N.
- 4.8.2 Essai de résistance à l'huile : Deux échantillons de tissu de base comportant tous les types de coutures et de piqûres sont requis pour cet essai.
1. Laisser tremper deux échantillons de tissu de base de la combinaison comportant tous les types de coutures et de piqûres pendant une période d'au moins six heures dans :
 2. du carburant diesel marin, conformément à la norme 3-GP-11d (2002) de l'ONGC (trempage).

4.8.3 Après la période de six heures, essayer les échantillons et en soumettre un aux essais n° 9.2-M90 (tissu) et n° 32.2-M89 (coutures) de la norme CAN/CGSB-4.2.

4.8.4 Soumettre l'autre échantillon à l'essai n° 26.1-M88 de la norme CAN/CGSB-4.2 sous une colonne d'eau de 1 mètre pendant une période d'au moins 1 h.

5. ÉTIQUETAGE

5.1 Les renseignements suivants, en anglais et en français, doivent être inscrits à l'intérieur du capuchon ou du col de la combinaison au moyen d'une méthode d'impression indélébile ou sur une étiquette, en caractères d'au moins 4 mm :

1. **Coverall Anti Exposure Ship Abandonment/Combinaison de protection contre les éléments et d'abandon du navire**
2. **NSN/NN0 8415-21-911-8510**
3. **Size/Taille : Adult Universal/Universelle pour adulte**
4. **Numéro du contrat et date de confection**
5. **Numéro de série**
6. **Nom ou marque de commerce reconnue de l'entrepreneur**

6. CONDITIONNEMENT

6.1 La combinaison doit être emballée sous vide dans un emballage arrondi (en forme de rein) qui respecte les dimensions suivantes afin de pouvoir reposer confortablement contre la hanche de l'utilisateur :

1. longueur maximale de 21,5 cm + 0,05 cm;
2. hauteur maximale de 11,5 cm + 0,05 cm;
3. largeur maximale de 11,5 cm + 0,05 cm.
4. L'emballage de la combinaison doit être arrondi de façon à ce qu'il y ait un espace d'au moins 1 cm - 0/+ 5 cm entre une surface plane et le centre de la courbe.

6.1.1 Le matériau utilisé pour l'emballage sous vide de la combinaison doit satisfaire aux exigences de la norme MIL-PFR-131J en ce qui a trait à un matériau barrière imperméable à l'eau et à la vapeur, à l'épreuve de la graisse, souple et thermoscellable.

6.1.2 L'emballage sous vide de la combinaison doit comporter une encoche en V à une extrémité et d'un côté afin d'en faciliter l'ouverture (doit pouvoir être déchiré par l'utilisateur avec les mains froides et mouillées).

6.1.3 Après avoir été emballée sous vide, la combinaison doit être placée dans une pochette protectrice de couleur noire confectionnée en matériau ignifuge conformément à l'annexe A.

1. La pochette protectrice de la combinaison doit comporter une ouverture à rabat avec des boutons-pression résistant à la corrosion par l'eau salée.

2. La pochette protectrice de la combinaison doit comporter une boucle de fixation d'au moins 7 cm + 1/- 0 cm de largeur sur 20 cm + 3/- 0 cm de longueur qui permet de la fixer à la ceinture de la poche maritime pour gilet de sauvetage.
3. L'intérieur du rabat de la pochette protectrice de la combinaison doit comporter une étiquette fournissant les renseignements prescrits au paragr. 5.1.

7. INSTRUCTIONS POUR L'ENFILAGE

- 7.1 La combinaison doit être fournie avec une ou des fiches d'instructions illustrées bilingues (anglais et français) indiquant comment l'enfiler conformément à ce qui suit :
 1. Un côté de la fiche ou une fiche doit illustrer comment enfiler la combinaison lorsque le gilet de sauvetage est porté par-dessus la combinaison.
 2. Un côté de la fiche ou une fiche doit illustrer comment enfiler la combinaison lorsque le gilet de sauvetage est porté sous la combinaison.
 3. Les fiches d'instructions doivent être résistantes à l'eau. Elles doivent être percées d'un trou et dotées d'un cordon d'au moins 38 cm - 0/+ 2 cm de longueur et rangées et fixées à l'intérieur de la pochette protectrice.

8. GARANTIE

- 8.1 L'étanchéité à l'air de l'emballage sous vide de la combinaison doit être garantie pour une période de cinq ans après la date de fabrication.
 - 8.1.1 Toute combinaison dont l'emballage n'est plus étanche sera retournée à l'entrepreneur, aux frais du ministère de la Défense nationale (MDN), afin d'être soumise à un essai de fonctionnement et réemballée sous vide puis retournée au MDN aux frais de l'entrepreneur.
 - 8.1.2 L'entrepreneur doit posséder au moins une installation de réparation au Canada capable d'effectuer les réparations nécessaires, au besoin. Le nom et l'adresse de l'installation et le nom de la personne-ressource doivent être fournis à l'autorité technique du MDN au moment de l'attribution du contrat.
 - 8.1.3 Un délai d'exécution maximum de 30 jours civils est alloué entre le moment où l'installation de réparation reçoit la combinaison dans l'emballage non étanche en vue de sa réparation ou de son remplacement et le moment où la combinaison est retournée au Dépôt d'approvisionnement des Forces canadiennes le plus proche (Edmonton [Alberta] ou Montréal [Québec]) aux frais de l'entrepreneur.

9. EXIGENCES PRÉALABLES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT

- 9.1 Le soumissionnaire doit fournir avec sa soumission un échantillon de combinaison préalable à l'attribution du contrat qui satisfait aux exigences suivantes de la présente spécification :
 1. exigences obligatoires en matière de conception (paragr. 3);

2. exigences relatives à l'étiquetage (paragr. 5);
3. exigences relatives au conditionnement (paragr. 6);
4. instructions d'enfilage de la combinaison (paragr. 7).

9.2 Écart admissible : Le tissu utilisé pour la confection de l'échantillon de combinaison avant attribution du contrat uniquement n'a pas à être de couleur orangé international.

9.3 Le soumissionnaire doit fournir une copie signée du programme de garantie (paragr. 8) précisant qu'il est en accord avec les exigences.

9.4 Le soumissionnaire doit fournir une ébauche du plan détaillé de production, d'essais et d'assurance de la qualité.

10. EXIGENCES PRÉALABLES À LA PRODUCTION

10.1 L'entrepreneur doit fournir un échantillon de combinaison préalable à la production qui satisfait aux exigences de la présente spécification.

10.2 L'entrepreneur doit fournir les résultats des essais effectués par une installation d'essai accréditée indépendante de son choix qui démontrent que la combinaison satisfait à toutes les exigences de rendement (paragr. 4) de la présente spécification.

10.3 Le fabricant doit fournir des certificats de conformité pour le ruban rétroréfléchissant approuvé par la SOLAS et le ruban autoagrippant à boucles de spécification militaire (MIL-Spec) utilisés dans la confection de la combinaison.

10.4 Le fabricant doit certifier que la combinaison de production dont l'emballage n'est pas ouvert aura une durée de conservation de 120 mois.

10.5 L'entrepreneur doit fournir un plan de production, d'essais et d'assurance de la qualité final jugé acceptable par l'autorité technique du MDN.

11. EXIGENCES RELATIVES À LA PRODUCTION

11.1 Les essais de production sont la responsabilité de l'entrepreneur.

11.2 Tous les lots de tissus de base utilisés pour la confection de la combinaison doivent être mis à l'essai conformément au paragr. 4.8.

11.3 Essai d'étanchéité sous pression :

11.3.1 Chaque combinaison de production doit être soumise à une pression d'air constant pendant au moins cinq minutes puis à un essai d'étanchéité à l'aide d'un liquide de détection des fuites.

11.3.2 La pression d'air doit convenir au type de tissu utilisé pour la confection de la combinaison, mais ne doit pas être inférieure à 0,02 bar.

11.3.3 Si après une deuxième tentative visant à colmater une fuite la combinaison n'est pas étanche, elle doit être détruite.

11.3.4 L'entrepreneur doit conserver des dossiers de production et d'essai, qui doivent être mis à la disposition de l'autorité technique ou du représentant du Directeur – Assurance de la qualité du ministère de la Défense nationale.

12. NOTES

12.1 L'autorité technique et le représentant du Directeur – Assurance de la qualité du ministère de la Défense nationale se réservent le droit, après l'attribution du contrat, de visiter l'installation de production pendant les heures de travail normales, sans préavis, afin d'assister à la production et à la mise à l'essai de la combinaison.

12.2 Le ministère de la Défense nationale se réserve le droit de prélever des échantillons de combinaisons de la ligne de production et de mener ses propres essais.

APPENDICE A
EXIGENCES RELATIVES À UN MATÉRIAU RÉSISTANT AU FEU
POUR
COMBINAISON DE PROTECTION CONTRE LES ÉLÉMENTS ET D'ABANDON DU NAVIRE
NNO: 8414-21-911-8510

Spécifications**Unités anglo-saxonnes**

Poids spécifique

CAN/CGSB-4.2-M90, méthode n° 5.1

12 oz/vg +/- 2

Résistance à la rupture

CAN/CGSB-4.2-M87, méthode n° 9.2

Chaîne: 300 lb

Trame: 150 lb

Résistance au déchirement

CAN/CGSB-4.2-M87, méthode n° 12.1

Chaîne: 10 lb

Trame : 5 lb

Résistance aux flammes

CAN/CGSB-4.2-M87, méthode n° 27.1

Persist : de flamme : 2 sec max.

Long. Endommagée : 4 po max.

Résistance à la pression hydrostatique

CAN/CGSB-4.2-M87, méthode n° 26.5

20 lb/po²

Adhésion

FED STD 191A, méthode n° 5970

10 lb sur 1 po max.

APPENDICE B
FORMULAIRE D'ÉVALUATION DES SOUMISSIONS
COMBINAISON DE PROTECTION CONTRE LES ÉLÉMENTS ET D'ABANDON DU NAVIRE

N° d'identification du soumissionnaire_____

Exigences obligatoires de l'échantillon préalable à l'attribution du contrat (EO-EPAC) (combinaison de protection contre les éléments et d'abandon du navire) Renvoi à la spécification (Ren Spéc)	Conforme	Non-conforme	Justification
EO-EPAC 1 – Ren Spéc : 9.1 Le soumissionnaire doit fournir avec sa soumission un échantillon de combinaison préalable à l'attribution du contrat qui satisfait aux exigences suivantes de la présente spécification :			
EO-EPAC 2 – Ren Spéc : 9.1 (1) exigences obligatoires en matière de conception (paragr. 3);			
EO-EPAC 3 – Ren Spéc : 9.1 (2) exigences relatives à l'étiquetage (paragr. 5);			
EO-EPAC 4 – Ren Spéc : 9.1 (3) exigences relatives au conditionnement (paragr. 6);			
EO-EPAC 5 – Ren Spéc : 9.1 (4) instructions d'enfilage de la combinaison (paragr. 7).			
Écart admissible – Ren Spéc : 9.2 Le tissu utilisé pour la confection de l'échantillon de combinaison avant attribution du contrat uniquement n'a pas à être de couleur orangé international.			
EO-EPAC 6 – Ren Spéc : 9.3 Le soumissionnaire doit fournir une copie signée du programme de garantie (paragr. 8) précisant qu'il est en accord avec les exigences.			
EO-EPAC 7 – Ren Spéc : 9.4 Le soumissionnaire doit fournir une ébauche du plan détaillé de production, d'essais et d'assurance de la qualité.			

APPENDICE C
FORMULAIRE D'ÉVALUATION DES SOUMISSIONS
COMBINAISON DE PROTECTION CONTRE LES ÉLÉMENTS ET D'ABANDON DU NAVIRE

N° d'identification du soumissionnaire_____

Exigences obligatoires de l'échantillon préalable à la production (EO-EPP) Renvoi à la spécification (Ren Spéc)	Conforme	Non-conforme	Justification
EO-EPP 1 – Ren Spéc : 10.1 L'entrepreneur doit fournir un échantillon de combinaison préalable à la production qui satisfait aux exigences de la présente spécification.			
EO-EPP 2 – Ren Spéc : 10.2 L'entrepreneur doit fournir les résultats des essais effectués par une installation d'essai accréditée indépendante de son choix qui démontrent que la combinaison satisfait à toutes les exigences de rendement (paragr. 4) de la présente spécification.			
EO-EPP 3 – Ren Spéc : 10.3 Le fabricant doit fournir des certificats de conformité pour le ruban rétroréfléchissant approuvé par la SOLAS et le ruban autoagrippant à boucles de spécification militaire (MIL-Spec) utilisés dans la confection de la combinaison.			
EO-EPP 4 – Ren Spéc : 10.4 Le fabricant doit certifier que la combinaison de production dont l'emballage n'est pas ouvert aura une durée de conservation de 120 mois.			
EO-EPP 5 – Ren Spéc : 10.5 L'entrepreneur doit fournir un plan de production, d'essais et d'assurance de la qualité final jugé acceptable par l'autorité technique du MDN.			

**ANNEXE « C » de la PARTIE 5 - DEMANDE DE SOUMISSION
PROGRAMME DE CONTRATS FÉDÉRAUX POUR L'ÉQUITÉ EN MATIÈRE D'EMPLOI -
ATTESTATION**

Je, soumissionnaire, en présentant les renseignements suivants à l'autorité contractante, atteste que les renseignements fournis sont exacts à la date indiquée ci-dessous. Les attestations fournies au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment. Je comprends que le Canada déclarera une soumission non recevable, ou un entrepreneur en situation de manquement, si une attestation est jugée fausse, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions ou pendant la durée du contrat. Le Canada aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations d'un soumissionnaire. À défaut de répondre à toute demande ou exigence imposée par la Canada, la soumission peut être déclarée non recevable ou constituer un manquement aux termes du contrat.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur le Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi, visitez le site Web d'Emploi et Développement social Canada-Travail.

Date : _____ (AAAA/MM/JJ) [si aucune date n'est indiquée, la date de clôture de la demande de soumissions sera utilisée]

Compléter à la fois A et B.

A. Cochez seulement une des déclarations suivantes :

- ☐ A1. Le soumissionnaire atteste qu'il n'a aucun effectif au Canada.
- ☐ A2. Le soumissionnaire atteste qu'il est un employeur du secteur public.
- ☐ A3. Le soumissionnaire atteste qu'il est un employeur sous réglementation fédérale, en vertu de la Loi sur l'équité en matière d'emploi.
- ☐ A4. Le soumissionnaire atteste qu'il a un effectif combiné de moins de 100 employés au Canada (l'effectif combiné comprend les employés permanents à temps plein, les employés permanents à temps partiel et les employés temporaires [les employés temporaires comprennent seulement ceux qui ont travaillé pendant 12 semaines ou plus au cours d'une année civile et qui ne sont pas des étudiants à temps plein]).

A5. Le soumissionnaire a un effectif combiné de 100 employés ou plus au Canada; et

- ☐ A5.1. Le soumissionnaire atteste qu'il a conclu un Accord pour la mise en oeuvre de l'équité en matière d'emploi valide et en vigueur avec EDSC - Travail.

OU

- ☐ A5.2. Le soumissionnaire atteste qu'il a conclu un Accord pour la mise en oeuvre de l'équité en matière d'emploi (LAB1168) à EDSC - Travail. Comme il s'agit d'une condition à l'attribution d'un contrat, remplissez le formulaire intitulé Accord pour la mise en oeuvre de l'équité en matière d'emploi (LAB 1168), signez-le en bonne et due forme et transmettez-le à EDSC - Travail.

B. Cochez seulement une des déclarations suivantes :

- ☐ B1. Le soumissionnaire n'est pas une coentreprise.

OU

Solicitation No. - N° de l'invitation

W8486-140518/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

pr714

Client Ref. No. - N° de réf. du client

File No. - N° du dossier

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

W8486-140518

pr714W8486-140518

- () B2. Le soumissionnaire est une coentreprise et chaque membre de la coentreprise doit fournir à l'autorité contractante l'annexe Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Attestation. (Consultez la section sur les coentreprises des instructions uniformisées.)